

Déclaration préalable au
CTA du 25 juin 2012
Monsieur le Recteur

Suite à l'élection présidentielle, le Président de la République élu annonce une nouvelle politique éducative. Malheureusement, les espoirs qu'elle a suscité seront vite déçus. La CGT Educ'action a rencontré le Ministre de l'éducation nationale le 5 juin dernier et il en ressort que les élèves et personnels des écoles, collèges et lycées ne verront pas leurs conditions de travail s'améliorer.

Certes, il y aura 1000 postes supplémentaires dans le premier degré à la prochaine rentrée scolaire, mais le Ministre ne reviendra pas sur les 5700 suppressions déjà actées. Le calcul est simple :
- **5700 + 1000 = 4700** postes de moins qu'en septembre 2011. Sur notre académie, 65 ETP en plus sans revenir sur les 63 suppressions des postes d'enseignants. Au final, seulement deux postes en plus par rapport à la rentrée 2011. Concernant les postes dans le second degré, pour l'instant nous ne voyons, et sans doute nous ne verrons, rien venir. La CGT Educ'action rappelle sa demande d'une annulation des 80 000 suppressions d'emplois du quinquennat passé et sa demande de création d'emplois nouveaux au regard des besoins importants qui existent.

Concernant les LGT, aucune annonce du Ministre sur la réforme catastrophique de la STI2D ni sur l'échec de l'accompagnement personnalisé qui n'a de personnalisé que le nom puisque les collègues n'ont d'autre choix que de l'organiser en classe entière.

Concernant les LP, rien pour réparer les conséquences catastrophiques de la réforme de la voie professionnelle. De plus en plus d'élèves décrochent : la CGT Educ'action a interpellé Monsieur le Recteur lors du dernier CAEN sur la disparition inexplicable de 800 élèves pourtant inscrit en BAC PRO en septembre 2010, nous attendons toujours la réponse.

Concernant les stagiaires, alors que le Conseil d'État a, le 1er juin 2012, annulé l'ensemble des textes concernant la "mastérisation", le ministre se contente d'affirmer que les stagiaires du second degré auront 3 h de décharge. C'est une réponse inquiétante. Pire, le ministre annonce vouloir recruter des retraités pour former les stagiaires ! La CGT Educ'action réaffirme son opposition totale à la réforme mise en place par le gouvernement Sarkozy et défend l'idée d'un concours niveau licence, avec une formation de deux ans payés et débouchant sur un master.

Concernant les GRETA - En opposition aux personnels mobilisés et à l'intersyndicale, le ministre a rejeté l'idée d'un moratoire sur le passage en GIP des GRETA. Il a plus globalement refusé tout retour sur cette loi qui concerne aussi les CFA publics.

Et nous pourrions multiplier les exemples puisqu'il n'y a aucune amélioration en vue concernant le Service Minimal d'Accueil, le jour de carence ou le dispositif ECLAIR.

Pour la CGT Educ'action, il se confirme que la mobilisation des personnels sera nécessaire pour peser sur les choix politiques du nouveau gouvernement.